

Les camps de regroupement en Algérie 1954-1962

Christian DE MONTLIBERT⁽¹⁾

Université de Strasbourg, Strasbourg, France

Résumé

Durant la guerre d'Algérie, entre 1955 et 1962, l'Armée française a chassé près de 3 500 000 personnes de leur domicile ; 2 500 000 environ ont été regroupées dans des camps. C'est aux dires des observateurs de l'époque une des plus grandes migrations en si peu de temps. L'expulsion puis le cantonnement ont été brutaux. Les camps souvent improvisés du début ont été par la suite transformés en « Nouveaux villages ». Les villageois qui avaient échappé aux camps ont souvent vécu dans des bidonvilles à la périphérie des villes. Dans les camps l'armée française s'efforce d'inculquer de nouvelles manières de penser et de faire qui, en contradiction avec les traditions et les pratiques de ces paysans, déstabilisent profondément leurs manières de vivre.

Mots clés : camps de regroupement, colonisation, bidonvilles, dépaysement, Algérie.

D'abord je dois dire que, bien que faisant parti de la génération qui a « fait la guerre d'Algérie », je ne suis pas « parti en Algérie ». Sursitaire, j'ai retardé le plus possible mon appel « sous les drapeaux », dans l'espoir d'un cessez-le-feu. Ensuite, quand il ne m'a plus été possible de reculer mon enrôlement, j'ai refusé de suivre la formation d'élève-officier de réserve, ce qui a entraîné d'abord des pressions pour que je revienne sur ma décision. Etant « pupille de la nation », - mon père ayant été tué dans les combats sur la rive de l'Aisne en 1940 - donc écarté des zones de combat, j'ai été affecté dans un service de dépistage psychiatrique comme psychologue. Je dois le reconnaître, j'ai beaucoup appris au sein de ce service, et étonné du nombre impressionnant de jeunes gens affectés par des difficultés psychiques, plus ou moins graves, dont une grande partie était liée

⁽¹⁾ Auteur correspondant : montlibert@unistra.fr

à la guerre d'Algérie, qui les terrorisait au point de multiplier les tentatives de suicide.

Dès la fin de l'adolescence, je m'étais opposé à la « guerre d'Algérie ». Vers 13-14 ans, j'ai commencé à entendre des récits sur la situation en Algérie par Marcel Reggui, un intellectuel algérien, professeur dans un lycée orléanais, qui habitait près de mon domicile. C'était un animateur d'associations culturelles et un ami de l'écrivain Jean Amrouche, comme je l'ai appris plus tard. A Orléans, il participa à la fondation du PSU (parti socialiste unifié), que je fréquentai plus ou moins. En classe préparatoire, en 1955-1956, avec mon camarade Jean-Pierre Domenichini, dont le père, chef de gare en Lorraine, responsable d'un réseau de résistance avait été fusillé en 1944, nous visitons les élus orléanais pour plaider la cause de l'arrêt négociée du conflit. Certains nous recevaient bien et s'amusaient de la naïveté de deux étudiants, d'autres plus vindicatifs, nous mettaient à la porte. En 1958, je fréquenterai le restaurant universitaire du boulevard de Port Royal à Paris, haut lieu de l'opposition au colonialisme. Se retrouvaient là, les militants africains, asiatiques, sud-américains et les étudiants français qui partageaient les mêmes convictions anticolonialistes.

Élu Maître-assistant à Nancy, j'ai travaillé en collaboration avec Marcel Lesne, qui était le professeur de sociologie de l'Université et le directeur d'une équipe de recherches au CUCES (Centre Universitaire de Coopération Économique et Sociale) d'abord, puis à l'INFA (Institut National pour la Formation des Adultes). Fils d'ouvrier mineur, il avait été instituteur avant d'être fait prisonnier en 1940. Ayant par trois fois tenté de s'évader, il avait été placé en forteresse, puis dans le stalag où Fernand Braudel avait mis en place des enseignements universitaires. C'est là qu'il apprendra l'histoire et la sociologie. Après la guerre, il est devenu inspecteur de l'enseignement, affecté au Maroc d'abord puis en Algérie, où il succède à Germaine Tillion à la direction des Centres sociaux. Il transforma les Centres sociaux en Centres sociaux éducatifs. Il s'était heurté plusieurs fois à l'armée, qui suspectait les Centres d'accueillir des éléments du FLN (Front de Libération Nationale). Il protesta contre l'arrestation de Nelly Forget et parlait « d'agressions délibérément menées, pour des motifs futiles, contre les Centres Sociaux ». Il fut obligé de quitter précipitamment l'Algérie, à la suite de l'assassinat par l'OAS (Organisation Armée Secrète), de six inspecteurs des Centres

Sociaux Éducatifs. En 1961, il rédige un texte, publié en 1962, qui est considéré aujourd'hui comme le premier à avoir traité de la politique de création des camps de regroupement en Algérie.

Cette rapide et sommaire biographie explique les raisons personnelles, qui m'ont conduit à travailler sur l'histoire de la colonisation en Algérie. Le texte qui suit a été présenté, à Paris, en mai 2025, à une « table ronde », organisée par l'Association « Coudes à Coudes », sur l'impérialisme et le néo-colonialisme.

Introduction

Ce que je peux dire des camps de regroupement en Algérie repose sur quatre textes : celui de Marcel Lesne paru, dans les Annales de Géographie en 1962 (Lesne, 1962), celui de Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, publié en 1964, sous le titre « Déracinement » (Bourdieu & Sayad, 1964), celui de Michel Cornaton, « Les camps de regroupement de la guerre d'Algérie », paru en 1967 (Cornaton, 1998) et celui de Fabien Sacriste, le plus récent, « Les camps de regroupement en Algérie. Une histoire des déplacements forcés (1954-1962) », (Sacriste, 2022).

Ici, je commenterai les analyses des effets de la vie dans les camps menées par Marcel Lesne, d'une part et Abdelmalek Sayad et Pierre Bourdieu, d'autre part, et y ajouterai des informations empruntées aux travaux des deux historiens.

Les points de vue de chacun de ces textes diffèrent : Lesne a un point de vue de pédagogue et d'administrateur (il dirige jusqu'à l'assassinat de Château Royal par l'OAS¹, les Centres Sociaux éducatifs, créés par Germaine Tillion). Le 15 mars 1962, Lesne a échappé de justesse au meurtre des six inspecteurs des Centres Sociaux Éducatifs : Marcel Basset, Mouloud Feraoun, Robert Eymard, Ali Hammoutene, Salah Ould Aoudia et Max Marchand sont assassinés par l'OAS. Dans son article, Lesne s'attache à la première phase des regroupements, (les camps dressés en urgence dont il est un témoin). Bourdieu et Sayad développent un point de vue fortement structuré par un regard ethnologique : ils analysent les effets culturels de la construction des "nouveaux villages" après coup en quelque sorte, une fois le système installé. Compagnon adopte, à la fois, un point de vue historique, et un point de vue de témoin s'interrogeant sur le devenir des camps après

¹ OAS = Organisation Armée Secrète, formation clandestine d'extrême droite opposée à l'indépendance algérienne.

l'indépendance de l'Algérie. Sacriste qui a pu disposer d'un plus grand nombre d'archives, devenues disponibles, mène un travail d'historien.

Ampleur des déplacements forcés : Les camps de regroupement vus par Marcel Lesne

Marcel Lesne souligne qu'il avait observé en Algérie une des migrations internes les plus importantes de l'histoire. Dès les premières lignes de son étude, Marcel Lesne insiste, en effet, sur « l'ampleur absolument exceptionnelle » de ce phénomène¹ : « un quart de la population musulmane vit actuellement dans les centres de regroupement ». Lesne ajoute à ces 2 millions de personnes, toutes celles - plus d'un million - qui ont émigré volontairement, intérieurement, vers les grandes villes et, extérieurement, vers la métropole. L'opération militaire de nettoyage des zones de résistance entraîne des déplacements forcés de familles, obligées de quitter leur habitat et des déplacements volontaires de familles qui, fuyant les zones de combat, tentent d'éviter les déplacements forcés : « 2 350 000 personnes ont été déplacées par la force armée. Ces déplacements forcés aboutissent, dans un premier temps, à des camps improvisés dans les pires conditions, puis, dans un second temps, à vivre dans des nouveaux villages conçus à l'occidentale. 1 750 000 personnes ont réussi à échapper au déplacement forcé en migrant vers des villes. Les déplacements volontaires vont souvent aboutir à des bidonvilles dans des périphéries urbaines qui, là aussi, dans un second temps, peuvent être remplacés par des « nouveaux villages ». (Cornaton, 1998).

C'est donc environ un tiers qui a été déplacée et plus du quart de la population algérienne de l'époque qui a été déportée. Et c'est un des plus grands déplacements que l'histoire des mouvements de populations n'ait jamais connu !

Théorie de la guerre révolutionnaire

D'abord, il faut noter que le déplacement vers des camps des populations rétives à la colonisation a été utilisé auparavant par la

¹ Pour souligner l'exactitude de la proposition et la pertinence de l'emploi de l'adjectif « exceptionnel », il faut noter que Lesne le fait précéder de l'adverbe « absolument ». Il était en effet persuadé qu'il s'agissait là (avec 30% de la population regroupée en si peu de temps), d'un des plus grands déplacements que l'histoire ait connus.

France en Indochine. De fait, les déplacements forcés vers des camps de regroupement relèvent d'une opposition à la théorie de « la guerre révolutionnaire », qui veut que « l'adhésion de la population constitue pour chacune des parties le facteur essentiel » de la victoire, puisque dans ce pays rural, comme le note Marcel Lesne, [la paysannerie] « est entrée dans la révolte, disponible et déjà prête à suivre un mouvement de ce genre » (Lesne, 1962, p. 570), en faveur de l'indépendance. Éliminer des foyers de résistance en déplaçant des populations regroupées dans des camps qui ont des précédents, comme le montre Fabien Sacriste, devrait empêcher cette adhésion et s'inspire de l'idée qu'il faut contrer les théories voulant que la population soit l'enjeu des opérations.

Cette adhésion, que l'armée veut empêcher, était, pour Lesne, le résultat d'une colonisation qui a « lentement refoulé ou simplement contenu des populations, dont le taux d'accroissement démographique est un des plus élevés du monde », dans les zones rurales « les plus déshéritées », « reflux qui commença à partir de la politique du cantonnement et du Sénatus-Consulte de 1863 »¹, sur lequel insistent aussi Abdelmalek Sayad et Pierre Bourdieu. Lesne souligne l'attachement des tribus à la terre de leurs ancêtres et multiplie les expressions comme « souvenir des droits sur les terres », « refus de voir des étrangers acquérir des droits sur la terre de leurs arrières grands parents », « sensibilité vis à vis des problèmes fonciers », qui témoignent de la permanence d'un droit foncier ancré dans les consciences.

L'armée a vite compris que, dans les zones montagneuses, les « rebelles vivaient pour ainsi dire en famille » et a décidé de pratiquer la politique des zones interdites puis, devant leur inefficacité, de déplacer délibérément les populations, en opérant soit des « recasements », soit des « resserrements »², soit des « regroupements provisoires » ou « définitifs ».

¹ André Noushi montre que la séquestration des terres des tribus a commencé beaucoup plus tôt : des tribus et des individus se sont d'ailleurs révoltés en 1871 contre cette appropriation. (Noushi, 1961, p. 482).

² Resserrement, recasement ont été utilisés bien avant la création des camps. Lesne rappelle que ces mots ont été utilisés pour décrire les pratiques du « cantonnement » voulu par Bugeaud pour libérer des terres attribuables aux colons, donc bien avant le Sénatus-Consulte de 1863, (Ibid., p. 280).

Brutalité

Lesne souligne que, dans tous les cas, l'exécution des opérations a été « brutale »¹ et visait à faire le vide et à soustraire les populations à l'influence rebelle. Ainsi, Lesne note que, à l'issue d'une opération militaire de grande envergure, « aucune population éparsée n'existait plus dans l'arrondissement de Teniet el Had » où « la misère est presque totale ». Il ajoute que dans le secteur de l'Ouarsenis, l'opération militaire a regroupé 33 000 personnes sur un total de 46 000 ; que parmi 41 centres de regroupement, 35 n'offrent aucun caractère de viabilité. Ici, on « s'entasse à une dizaine de personnes dans une pièce de 10 m² », là s'étendent des bidonvilles « dans un extrême dénuement », ailleurs « les fellahs sont rassemblés sur une crête exposée aux vents » ou installés « dans des zones inondables » ou parqués dans un village rectiligne qui a l'aspect d'un camp militaire. (Lesne, 1962, p. 579).

Michel Cornaton donne une description des conditions du déplacement : « Les zones d'insécurité sont transformées en zones interdites ; parfois la population avait quelques jours mais parfois quelques heures pour quitter ces zones et rejoindre un périmètre délimité. Dans certains cas on n'avertissait pas les gens : ils voyaient arriver des camions militaires qui encerclaient le village, tout ce qui se trouvait dans la zone après un certain délai pouvait être déclaré rebelle et pouvait être soumis au feu... On vit descendre des montagnes des colonnes de pauvres gens poussant devant eux leurs bourricots et le peu de bétail qu'ils avaient pu sauver du massacre ; rien n'était prévu pour les accueillir ».

Fabien Sacriste rapporte, d'après des archives d'appelés maintenant consultables, que lorsque les habitants d'un village refusaient de partir, la brutalité dominait : destruction des biens, du bétail, des récoltes, des mechtas, amendes, punitions et déplacement *manu militari*, pour ceux qui continuent de résister avec incendies de « tout le reste, des forêts, des maisons », allant jusqu'empêcher la vente de denrées alimentaires pour affamer.

¹ Que ce soit sous la forme adjectivale ou substantivale de brutalité, Lesne souligne de nombreuses fois la violence de ces opérations.

Les conditions d'existence dans les camps

Le regroupement fragilise une population, dont le mode de vie était déjà précaire. Lesne ajoute, d'ailleurs, que lorsqu'il s'agit des nomades « les erreurs sont davantage tragiques », puisque « non seulement l'épuisement des pâturages exige des déplacements successifs, mais l'époque des moissons appelle pour les semi-nomades (et même pour les grands nomades), l'éparpillement des travailleurs dans les régions avoisinantes », où ils se font embaucher, toutes choses impossibles une fois « resserrés », dans des camps. Pour tous, le regroupement signifie « création de bidonvilles », de « villages de tentes » et de « clochardisation »¹.

Lesne insiste d'ailleurs sur la manière que pouvait utiliser l'autorité militaire pour imposer une organisation de l'espace. Il met l'accent sur « la prédominance de l'ordre militaire ». Pour lui, « les regroupements constituent la pièce essentielle de la guerre psychologique et de la politique de pacification ». Pour cela, les militaires entendent « briser les structures anciennes et créer des structures nouvelles », aussi « l'empreinte militaire » s'exprime-t-elle en organisant l'espace et le temps. Ce qui n'est pas sans effet sur la paysannerie. Les officiers des Sections Administratives Spéciales (SAS), écrira-t-il, avaient volontairement ignorés « la règle d'or du maintien des ressources traditionnelles, qui suppose un éloignement limité des champs et des pacages traditionnels ».

Dans ces conditions l'insuffisance des ressources entraîne d'importantes carences nutritionnelles, cette misère physiologique frappe d'abord les jeunes enfants. Favorisées par la promiscuité, les épidémies se répandent plus facilement et augmentent une surmortalité infantile et juvénile. L'officier des affaires algériennes Jacques Bugnicourt estime que la mortalité atteint des sommets : 75 000 à 80 000 enfants des camps sont morts entre 1957 et 1962. « L'assistance médicale gratuite » que tente de mettre en place l'armée est insuffisamment dotée de moyens pour faire face aux besoins ; de la même façon le système de construction de maisons salubres ne peut répondre à la multiplication des habitats de bidonvilles. Et lorsque ces maisons existent, comme le souligne Michel Cornaton, elles n'offrent pas la même protection contre le froid et la chaleur que les maisons traditionnelles en pisé ! L'accès à l'eau potable n'est pas garanti et l'évacuation des eaux usées et des matières fécales ne garantit pas la salubrité des camps.

¹ Expression empruntée à Germaine Tillion.

Les nouveaux villages

Le rapport de Michel Rocard¹ sur les camps a créé un petit scandale en France, vite oublié d'ailleurs ! Mais le pouvoir politique a réagi, comme le montrent Michel Cornaton et Fabien Sacriste, et décidé de remédier aux habitats de fortune en créant des « nouveaux villages ». Marcel Lesne, en géographe humaniste, insistait sur la « triste monotonie » de ces nouveaux villages. Presque partout, disait-il, a prévalu le type de village en damier où les voies tracées au cordeau se coupent à angle droit, remarquant qu'avec une telle disposition de l'espace « les correspondances entre le terroir, l'histoire et les structures sociales se trouvent rompues ». Marcel Lesne, ayant eu une formation en anthropologie, est sensible au fait que cette dislocation des groupements « ayant ou se voulant un ancêtre commun, honorant les mêmes saints locaux, pratiquant de vieux rites agraires dans les terroirs où ils se sont inscrits », ne peut qu'ajouter de profonds déséquilibres aux souffrances causées par la guerre. Il note que les regroupements, en modifiant l'espace, transforment aussi en profondeur l'organisation du temps : plus question de se rendre dans les champs proches, plus question de s'occuper des animaux... En somme, « les multiples correspondances entre la vie familiale et la vie professionnelle, intimement mêlées en un genre de vie total caractéristique du fellah traditionnel », sont rompues.

Imposition de l'espace et du temps

Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad auront la même analyse deux ans plus tard : « le regroupement affecte toute la vie sociale en transformant l'organisation de l'espace bâti, schéma projeté sur le sol des structures sociales, et en brisant le lien de familiarité qui unit les individus à leur environnement » écrivent-ils. Parce que le monde familial est pour le paysan le monde naturel, parce que tout son habitus corporel est « fait » à ses déplacements coutumiers, « le paysan déraciné est atteint au plus profond de son être, si profondément qu'il ne peut formuler son désarroi et moins encore en définir la raison. » (Bourdieu & Sayad, 1964, p. 152). Ils montrent que c'est « dans le langage du corps, la façon de se tenir,

¹ À ce sujet, voir : Sacriste, F. (2022, avril). Scandale, propagande et contre-propagande en Algérie : le sort de la « Note » de Michel Rocard dans l'histoire des camps de regroupement.

de porter la tête ou de marcher [que s'] expriment mieux que [dans] les mots, l'égarément et le dépaysement », (p. 154). Décrivant précisément l'organisation de l'espace, ils notent que « dans la *zriba* toutes les maisons disposaient d'une cour » alors que « les logements standardisés du camp donnent directement sur la rue » ... « Le monde clos, asile de l'*[h]urma* (honneur), a disparu », (p. 156). Dans ces conditions, en bouleversant l'organisation de l'espace de vie, le regroupement altère « les rythmes temporels qui en sont solidaires et défait au plus profond les principes d'organisation de la vie du groupe et de la force d'intégration ».

Après l'usage de la force pour contraindre les corps vient la persuasion des esprits !

Dans la deuxième phase, au fur et à mesure que l'organisation des camps s'accroît, l'objectif de gouverner les consciences prend la première place. Fabien Sacriste, s'appuyant sur des archives désormais consultables, montre bien que le contrôle social devient prioritaire avec d'abord le contrôle strict des circulations (personne ne peut quitter le camp sans l'autorisation du chef de poste), avec la désignation de responsables devant servir de relais à l'autorité, avec la création de groupes d'auto-défense, avec la scolarisation des jeunes enfants (40% en 1960), taux supérieur à la moyenne algérienne (34%) ; avec l'encadrement des femmes, etc.

Finalités

Lesne pensait que les impératifs purement guerriers de sécurité, de surveillance et de quadrillage l'emportaient sur la volonté qu'il reconnaît, mais au second plan, « de faire évoluer vers un genre de vie européen ».

Replaçant le regroupement dans la politique suivie depuis le début de la colonisation, il souligne la similitude entre le regroupement et la politique du cantonnement mise en place à partir du Sénatus-Consulte de 1863, qui a permis la création de grandes exploitations agricoles européennes, le plus souvent grâce aux « lois foncières », par achat à vil prix des terres des miséreux et par le refoulement des paysans, chaque fois que l'occasion se présentait (Davis, 2003), sur de petites surfaces peu productives (Noushi, 1961). Or, pour Lesne, cette politique du regroupement

laisse craindre « qu'après avoir arraché des communautés dispersées à leurs terroirs, elle n'accentue la prolétarianisation faute de leur donner de nouvelles possibilités d'exploitation rurale ».

Lesne voit donc dans le regroupement, comme le cantonnement l'avait fait autrefois, un système à transformer des paysans en ouvriers agricoles permanents et à créer des « réservoirs de main d'œuvre », à bon marché. En cela il est très proche des analyses qu'avait en son temps avancées Marx de la dépaysement de l'Angleterre et de la formation d'une main d'œuvre prête à l'exploitation industrielle. Pour lui, ces populations « délocalisées » perdent les derniers liens qui les attachaient au sol et leur donnaient « malgré leur précarité, un sentiment de liberté individuelle ».

Reste que la guerre a paradoxalement créé les conditions d'une « solidarité nouvelle » et d'une « conscience des droits acquis » chez des paysans « disponibles et conscients », qui autorisent le développement d'une « mentalité devenue revendicatrice ». Pour Marcel Lesne, ces traumatismes « ont rendu la population perméable aux nouveautés » et donc prête à adopter de nouveaux modes de vie si des ressources nouvelles créatrices d'emploi sont mises en place, permettant de sortir de la « misère assistée » et de satisfaire « les besoins de dignité ». Dans ces conditions, les souffrances des populations pourraient être corrigées par une administration civile « éclairée » qui créerait des équipements collectifs (de l'adduction d'eau jusqu'aux écoles et centres de soins) (Lesne, 1962, p. 582). Logiquement, Lesne en déduit la thèse selon laquelle l'avenir de l'Algérie passe donc par une « réforme agraire », de grande envergure qui, seule, permettrait l'abandon d'une conception résignée de l'existence.

Imposition d'un autre style de vie

Bourdieu et Sayad ont un autre point de vue. Les impératifs militaires, dont ils ne sous-estiment pas la capacité à faire prévaloir leurs exigences, sont moins importants, pour eux, que le désir « d'imposer par l'organisation de l'habitat, des normes, des valeurs et le style de vie d'une autre civilisation ». La colonisation, la guerre et les camps ont engendré « une contradiction dans les paysans eux-mêmes »¹, qui n'ont du système économique moderne qu'une vision mutilée faite de bribes décontextualisées et qui ne

¹Bourdieu, P., & Sayad, A. (1964). *Le déracinement : La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*. Les Éditions de Minuit.

possèdent que des fragments épars, des compromis faits de résistances et de craintes venant du système traditionnel. Ces observations entraînent Bourdieu à critiquer les thèses de Frantz Fanon (Bourdieu, 1958). Dans ces conditions, en effet, même s'ils sont soutenus par une politique économique et sociale ambitieuse, les paysans, enfermés qu'ils sont dans un monde déstructuré et désagrégé, ne peuvent guère devenir des agents de transformation sociale.

Un monde déstructuré et désagrégé : le traditionalisme du désespoir

L'orientation ethnologique, qui a conduit Bourdieu et Sayad à analyser la « dépaysement » qu'a entraînée la colonisation, les amène, on le voit, à une vision pessimiste. Pris dans les contradictions, les anciens paysans devenus, au mieux, ouvriers agricoles et, au pire, sous-prolétaires sans emploi, ne peuvent qu'être condamnés au « traditionalisme du désespoir » et « ne feront pas la révolution. » Bourdieu et Sayad affirment en effet que « le dépaysement a été si total si brutal que le désarroi, le dégoût et le désespoir sont infiniment plus fréquents que les conduites novatrices qui seraient nécessaires pour s'adapter à ces conditions radicalement nouvelles ». En somme, ils s'opposent aux théoriciens de la révolution en rappelant que la paysannerie et le sous-prolétariat ne sont pas révolutionnaires : les paysans sont trop précarisés pour pouvoir adhérer aux projets novateurs de coopératives agricoles, et le sous-prolétariat des villes a peu de probabilité de devenir le fer de lance d'une classe ouvrière mobilisée, puisqu'il n'a pas développé les dispositions rationnelles, que demande une industrialisation rapide permettant d'acquiescer sans réserve au projet révolutionnaire. « Force de révolution, la paysannerie prolétarisée et le sous-prolétariat des cités ne forment pas une force révolutionnaire ».

En guise de conclusion

Michel Cornaton, après 1962, enquêtant dans les « nouveaux villages », constate que si quelques-uns, issus le plus souvent des déplacements volontaires pour échapper aux conditions de vie des premiers camps, ont développé cette sensibilité aux nouveautés et ont su s'adapter aux situations nouvelles, la grande majorité des déplacé.es forcé.es, vivant dans les nouveaux villages, devenus villages permanents, demeure possédée par le « fatalisme du désespoir ». Faute de la grande réforme agraire socialiste, dont rêvait Marcel Lesne, le traumatisme profond créé par les déplacements forcés continue d'agir longtemps !

Traiter aujourd'hui des camps en Algérie, c'est continuer contre l'impérialisme et le néocolonialisme aujourd'hui - on le voit avec la réduction de l'espace dans lequel les Palestiniens sont enfermés - le combat que menèrent Marcel Lesne et Pierre Bourdieu contre les interprétations racistes des intellectuels ralliés à une défense inconditionnelle du colonialisme hier. Pierre Bourdieu savait bien que cette ignorance de l'existence des camps, qui a duré bien longtemps, s'était constituée historiquement dans les rapports de puissance que les sociétés occidentales avaient imposés au reste du monde. Tout se passe en effet comme si les démocraties occidentales étaient devenues amnésiques sur l'accaparement des richesses des peuples colonisés, leur refoulement progressif ou brutal dans des zones inhospitalières, l'existence des camps de regroupement, etc., préférant faire croire qu'elles étaient le lieu d'inventions culturelles comme la liberté, l'épanouissement de l'individu, l'humanisme. La réussite de cette opération, comme Philippe Descola le montre bien dans les rapports des émigrants européens avec les Indiens de la forêt amazonienne (Descola, 1993), conduit à considérer les peuples soumis comme « inférieurs » et à légitimer cette hiérarchie par une insistance, empreinte de racisme, sur une culture « supérieure ».

Mais il ne suffit pas de décrire, encore faut-il expliquer et seul le raisonnement scientifique le permet avec moins de risque d'erreur. Les descriptions critiques des effets de la colonisation demandaient pour être validées et, ainsi, échapper au dénigrement de les ancrer dans des propositions scientifiques. La situation algérienne paradoxalement a conduit les sciences sociales à sortir

des impasses d'un objectivisme systématique et à se dégager des incertitudes de la connaissance phénoménologique en s'attachant au mode de génération des pratiques sociales, c'est-à-dire en étudiant l'incorporation et l'intériorisation dans « l'habitus » des contraintes imposées par les rapports sociaux et les effets en retour de celui-ci sur les représentations et les attitudes. L'expérience des camps a déstructuré en profondeur l'habitus de cette génération de paysans algériens dont les « ratés » se sont sans doute plus ou moins répercutés dans la génération suivante.

Reste que, comme l'écrivait Bourdieu, la connaissance scientifique « offre un moyen, peut-être le seul, de contribuer, ne fut-ce que par la conscience des déterminations, à la construction, autrement abandonnée aux forces du monde, de quelque chose comme un sujet », (Bourdieu, 1980, préface). Le sens des travaux algériens sur les camps était bien là, tout faire, donc faire la science, pour permettre au peuple algérien de devenir sujet de son histoire et tout faire, aujourd'hui, en traitant de cette question, pour permettre aux peuples colonisés de retrouver non seulement la mémoire des violences supportées mais aussi des moyens pour analyser la domination qu'ils subissaient.

Bibliographie

Bourdieu, P., & Sayad, A. (1964). *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*. Les Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. (1958). *Sociologie de l'Algérie*. Presses universitaires de France.

Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*, Les Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. (2008). De la guerre révolutionnaire à la révolution. Dans T. Yacine (Éd.), *Esquisses algériennes* (p. 235–256). Éditions du Seuil. (Œuvre originale publiée en 1962).

Cornaton, M. (1998). *Les camps de regroupement de la guerre d'Algérie*. L'Harmattan. (Œuvre originale publiée en 1967).

Davis, M. (2003). *Génocides tropicaux : catastrophes naturelles et famines coloniales*. La Découverte.

Descola, P. (1993). *Les lances du crépuscule : avec les Indiens Jivaros de haute Amazonie*. Plon.

Lesne, M. (1962). Une expérience de déplacement de population : les centres de regroupement en Algérie. *Annales de Géographie*, 71(388), 568–603. 4010_1962_num_71_388_21873

Nouschi, A. (1961). *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919*. Presses universitaires de France.

Sacriste, F. (2022). *Les camps de regroupement en Algérie : une histoire des déplacements forcés (1954-1962)*. Presses de Sciences Po.

Sacriste, F. (2022, avril). *Scandale, propagande et contre-propagande en Algérie : le sort de la « Note » de Michel Rocard dans l'histoire des camps de regroupement*. Michel Rocard.org. <https://shorturl.at/7mfX>

The Regroupment Camps in Algeria 1954-1962

Abstract

During the Algerian War, between 1955 and 1962, the French Army expelled nearly 3,500,000 people from their homes; approximately 2,500,000 were interned in camps. According to contemporary observers, this was one of the largest mass migrations in such a short period. The expulsion and subsequent confinement were brutal. The often-makeshift camps of the early days were later transformed into "New Villages." The villagers who had escaped the camps often lived in shantytowns on the outskirts of towns. Within the camps, the French army attempted to instill new ways of thinking and doing that, contradicting the traditions and practices of these peasants, profoundly destabilized their way of life.

Keywords: regroupment camps, colonisation, shantytowns, depeasantization. Algeria

المحتشدات في الجزائر 1954-1962

ملخص

خلال حرب الجزائر، بين عامي 1955 و1962، طرد الجيش الفرنسي ما يقرب من 3 500 000 عائلة ريفية من منازلها، وتمّ تجميع حوالي 2 500 000 عائلة في محتشدات. ووفقًا للمراقبين آنذاك، كانت هذه واحدة من أكبر عمليات التهجير في مثل هذه الفترة الزمنية القصيرة. كان الطرد ثمّ التّجميع وحشيًا. تمّ تحويل المحتشدات التي كانت في الغالب مرتجلة في البداية إلى "قرى جديدة" في وقت لاحق. كان القرويون الذين هربوا من المحتشدات

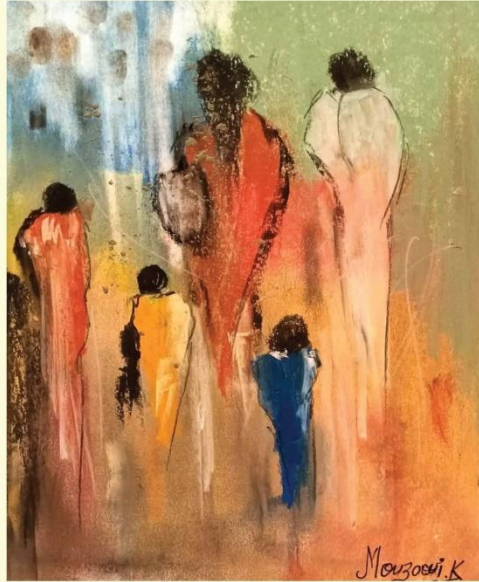
يعيشون غالبا داخل أحياء عشوائية على أطراف المدن. لقد حاول الجيش الفرنسي في المحتشدات غرس أساليب تفكير وتصرفات جديدة والتي، بتناقضها مع تقاليد وممارسات هؤلاء الفلاحين، أدّت إلى زعزعة استقرار أسلوب حياتهم بشكل عميق.

الكلمات المفتاحية: محتشدات، الاستعمار، أحياء الصفيح، إلغاء نمط الحياة الفلاحي، الجزائر

ISSN 1111-2050

Insaniyat

Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales



Varia

Mustapha HADDAB • Said GADA
Mohamed Saïb MUSETTE • Yasmine MUSETTE
Mezhoura HOCINE L'HADJ SALHI • Ilyas BENSEDIRA
Ammar SAMIALI • Hicham SEGHIRI • Sid Ahmed BELLAL

Entretien

Avec Ahmed MAHIOU



29^e année-numéro 110
octobre-décembre 2025